

Avant-propos

Pourquoi ce livre alors que la campagne pour les élections européennes a permis l'expression de toutes les opinions sur ce thème ? C'est que les résultats de ces élections interpellent douloureusement tous ceux pour lesquels la construction européenne a été et reste très importante. Osons dire qu'ils l'ont au cœur ! Tout comme Bernard Guetta¹ dont elle est l'« intime conviction ». Tout comme le plaidoyer tout récent de Valéry Giscard d'Estaing² qui fut un continuateur entêté de la construction européenne. Elle les interpelle par les scores qu'ont réalisés les partis europhobes, mais aussi, et même surtout, par le nombre de citoyens qui, dans tous les pays, sauf ceux où le vote est obligatoire, s'est tenu loin des urnes.

Europhobes et eurosceptiques

Depuis 1979, et les premières élections européennes, la participation à ces élections a décliné de 62 % à 43 %, niveau atteint en 2009 et 2014, et qui, espérons-le, constitue un plancher. Un plancher moyen, car, dans nombre de pays, l'abstention a dépassé 50 %.

On peut penser que le succès, dans certains pays, des partis clairement europhobes ou eurosceptiques, comme le FN en France (24,85 %), l'UKIP en Grande-Bretagne (26,75 %), le Parti du peuple danois (24 %) ou, encore, le FPÖ autrichien (20 %), ont attiré nombre d'électeurs qui, autrement, se seraient abstenus, ce qui aurait donc gonflé le taux d'abstention.

1/ *Comment je suis devenu européen* – Seuil, 2014.

2/ *La dernière chance de l'Europe*, préface d'Helmut Schmidt – XO Editions, 2014.

En gros, de 20 % à 25 % des électeurs des divers pays, en votant pour ces derniers partis, ont exprimé carrément une hostilité à la construction de l'Europe. Mais, comme le taux d'abstention à ces élections européennes a été lui-même de 15 % à 20 % supérieur au taux d'abstention normal aux autres élections nationales, on peut dire toujours en gros, qu'au-delà de ceux qui lui sont franchement hostiles, 20 % environ des autres Européens se désintéressent aujourd'hui de l'Europe.

Paradoxalement, ce sont ces électeurs indifférents qui sont inquiétants, plus que ceux qui suivent les divers démagogues réclamant la sortie pour leur pays ou la dislocation. Contre ceux-là, on peut facilement démontrer qu'au stade atteint par l'ouverture des frontières au sein de l'Europe, les conséquences d'une sortie seraient catastrophiques, tout comme la sortie de l'euro. Leur électorat le sait d'ailleurs fort bien ; son vote est au moins autant de défiance vis-à-vis des divers gouvernements que de refus de l'Europe.

Par contre, l'indifférence est plus difficile à combattre. Car il faut à la fois montrer les avantages déjà tirés de la construction européenne, alors que nous sommes en pleine crise économique, mais aussi sa nécessité qu'on peut qualifier d'historique.

La paix n'est plus un argument

L'enthousiasme des origines, le nôtre, celui des sexagénaires et plus, est loin. Nous étions sortis de la Seconde Guerre mondiale depuis treize ans quand fut signé le traité de Rome. Elle était encore très présente à nos mémoires. Nos pères y avaient combattu, avaient été tués, faits prisonniers et/ou avaient été résistants. Ils évoquaient fréquemment ces souvenirs douloureux. La paix nous paraissait à tous un bien précieux. La réconciliation avec l'Allemagne, même si elle était encore problématique pour beaucoup, nous paraissait un gage pour la maintenir et l'approfondir. C'est par la paix que les fondateurs de l'Europe nous l'ont, à fort juste titre, politiquement « vendue ».

Mais pour les quadragénaires qui forment aujourd'hui le groupe d'âge central de nos sociétés, la paix paraît un acquis irréversible. L'utilité de l'Europe pour la paix est donc loin d'être évidente. D'autant qu'au contraire, ils savent que, malgré l'Union européenne, une guerre s'est déroulée à la fin des années 80 en Bosnie, à 2 000 kilomètres de Paris, et que les événements d'Ukraine occupent l'actualité !

Dès lors, si quelques-uns de nos compatriotes plus jeunes se sont sentis comme nous idéologiquement européens, leur majorité a plutôt

porté attention aux avantages pratiques, et surtout économiques, de la construction européenne.

Arguments idéologiques qui restent pertinents : une civilisation commune, chrétienne, puis aussi laïque, avec toutes les variantes que recouvre ce dernier mot, des cultures qui s'enchevêtrent, le sentiment d'une communauté de destin face aux États-Unis, à l'URSS quand elle existait encore, et à l'Asie. La conscience aussi que, face à des États-continentaux de 500 millions à un milliard et demi d'hommes, aucune des nations nées au cours de l'histoire jusqu'au xx^e siècle ne peut « survivre » économiquement et politiquement. Ceux qui avancent les sempiternels exemples de la Suisse ou de la Norvège savent fort bien que ces pays sont en grande partie économiquement quand même intégrés économiquement à l'Europe et ont bénéficié d'avantages spécifiques qui leur permettent encore une part d'isolement.

Dans l'ensemble, nos compatriotes plus jeunes apprécient, par ailleurs, les avantages pratiques de l'Union européenne, à travers l'école et les voyages scolaires, Erasmus, la similitude des cursus universitaires et la validation transfrontalière des diplômes (médecine et kiné, par exemple en Belgique puis en Roumanie), la libre installation des professions, les multiples jumelages de villes et villages, une découverte touristique de plus en plus massive, et des tas d'autres réalisations ponctuelles.

Les citoyens ne voient pas les résultats économiques de l'Union

Mais pour tous, c'est l'intérêt économique de l'Union que nos gouvernants proclamaient et que les peuples européens ont espéré, attendu.

Cet intérêt fut très vite évident aux entrepreneurs qui eurent de moins en moins à se soucier de droits de douanes et de contrôles aux frontières entre les six, puis neuf, puis quinze, puis plus de vingt. À partir de 1999, ils purent même se départir du souci du change entre membres de la zone euro. Pour les autorités monétaires, cette même zone euro allait les décharger du contrôle quotidien de la parité monétaire.

Pour les agriculteurs aussi, l'Europe a été une véritable bénédiction. Sans la politique agricole commune (PAC), l'augmentation de la productivité agricole et la fermeture progressive des petites exploitations eussent été bien plus rapides et pénibles. Le général de Gaulle, dont les fidèles s'étaient montrés hostiles au traité de Rome, a mis comme condition, dès son arrivée, à l'application du traité, que soit bâtie et appliquée

cette PAC. C'est ainsi que « son » UDR a fidélisé sa clientèle agricole et, plus largement, rurale. Durant la décennie 60, on ne compta plus les réunions de Bruxelles à la fin desquelles on « arrêta la pendule » pour symboliquement achever la réunion sur un accord, la plupart du temps à propos de la PAC et des problèmes qu'elle posait en matière de taux de change. L'ajustement de l'agriculture française à la concurrence s'est fait, mais lentement, au rythme politiquement tolérable pour le duo gouvernement-FNSEA. Des centaines de milliers d'agriculteurs ont pu maintenir leur activité bien plus longtemps grâce à la PAC qu'ils ne l'auraient pu dans la concurrence mondiale. Jusqu'aux années 80, cette PAC, uniquement constituée d'un soutien des prix, combiné à des stockages des excédents, a maintenu la tête hors de l'eau des exploitations marginales avec, évidemment, un coût disproportionné pour le budget européen, et au détriment d'autres politiques communes qui auraient pu naître.

Par la suite, d'ailleurs, tous les gouvernements français ont exercé une pression dans le même sens à Bruxelles. Les agriculteurs des autres pays, comme l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, puis le Danemark, l'Irlande et même la Grande-Bretagne en ont largement profité aussi, mais c'est la France qui se faisait l'avocate permanente de ce secteur traditionnel, qui semblait n'avoir d'intérêt que pour lui, alors que les autres étaient censés porter des intérêts économiques « modernes ». Il n'en est que plus paradoxal, presque scandaleux, de voir aujourd'hui 43 % des agriculteurs français (sondage Terre-net BVA de mai 2014) favorables à une renationalisation de la PAC (58 % chez les moins de 35 ans), c'est-à-dire à la disparition de la seule vraie politique commune, qui a été pourtant très bénéfique à nos paysans.

Mais pour les citoyens en général, salariés, artisans et commerçants, consommateurs, l'utilité économique de l'Europe a été moins évidente. Surtout, ses effets se sont fortement étalés dans le temps. Qui peut dire aujourd'hui ce que serait le prix d'une automobile moyenne si les frontières ne s'étaient pas ouvertes depuis 1962, donc si nos industriels n'avaient pas pu amortir des machines et des technologies nouvelles sur des séries massives : 100 000, 150 000 euros ? La question peut paraître inutile, mais la libre concurrence au sein des strates successives de pays constituants a certainement soutenu grandement le pouvoir d'achat des consommateurs sur nombre de produits. Tout cela a été largement dit et redit, en particulier au moment du débat sur le « grand marché » en 1986. Sans doute, à l'époque, n'a-t-on pas suffisamment insisté sur l'inévitable lenteur d'apparition de ces avantages économiques futurs, et

aujourd'hui, indéniables, de l'Union. Le citoyen n'a, lui, ni le recul ni la connaissance statistique nécessaire pour apprécier à leur juste valeur ces avantages marginaux successifs.

Des résultats de plus en plus masqués et contrebalancés par les élargissements

D'autant qu'à partir de la fin des années 90, sont entrés dans l'Union européenne des pays sensiblement différents de ceux qui la constituaient déjà ; il s'agit des pays d'Europe centrale et orientale (PECO). L'Allemagne de l'Ouest a pris à sa charge l'intégration de sa sœur orientale, en s'octroyant d'ailleurs le droit pour ce faire de sortir largement des limites budgétaires du traité de Maastricht ! Mais c'est l'ensemble des quinze pays constituants qui a dû « absorber » les six autres ex-pays communistes : Pologne, Tchéquie, Hongrie, Slovaquie (séparée de la Tchéquie le 31 décembre 1992), puis Roumanie et Bulgarie.

Absorber, cela signifiait d'abord distribuer des aides, comme les neuf l'avaient fait à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce depuis 1981. C'est l'Europe qui, pour une partie majeure, a financé les autoroutes et le train à grande vitesse espagnols.

Mais absorber, c'est aussi ouvrir la porte aux produits de ces pays où les salaires étaient, et restent, beaucoup plus bas. Le handicap de salaire est plus élevé avec ces pays PECO, qu'il le fut avec l'Espagne. En 1980, le salaire minimum était cinq fois plus élevé en France qu'en Espagne, mais en 1996, il était huit fois plus élevé en France qu'en Pologne.

Ces différences ont évidemment incité de manière irrésistible certains industriels à délocaliser vers ces pays. Toutefois, l'impact de ces délocalisations a été différent selon la place qu'elles ont occupée dans la chaîne de valeurs. Ainsi, les industriels de l'automobile allemands ont fait fabriquer dans ces pays les pièces détachées de véhicules « haut de gamme » qu'ils ont pu continuer d'assembler en Allemagne, ce qui était rendu possible par la marge brute dégagée et y sauvait des emplois. Au contraire, les industriels automobiles français, fixés sur le bas de gamme, ont dû délocaliser la totalité de la fabrication, avec les pertes d'emplois correspondantes.

Toujours est-il que, pour les citoyens français, les avantages réels et concrets de cette vague de nouvelles entrées, en particulier la croissance du pouvoir d'achat de ces nouveaux clients acheteurs de produits français, ont été en grande partie masqués par cette concurrence nouvelle faite à nos entreprises.

Quand, surtout, des salariés de ces PECO ont été embauchés chez des industriels de la viande allemands, à des salaires qu'on peut dire de misère par rapport au niveau moyen européen, cette concurrence a été ressentie, par leurs homologues bretons, comme déloyale. L'Union européenne apparut alors, de plus en plus, comme un danger, bien moindre, mais du même type que l'ouverture des frontières européennes à l'Asie, ce que les démagogues europhobes développent à longueur d'interview.

Enfin, l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie, qui ne bénéficient cependant pas encore des conditions Schengen, s'est traduite, quoi qu'on en dise, par l'arrivée dans nos territoires de populations dites « Roms », fuyant l'extrême pauvreté et les discriminations dont ils sont victimes dans ces deux pays. Les gouvernements roumains et bulgares perçoivent des « fonds de cohésion » européens spécifiques, aux fins d'intégrer ces populations. Mais apparemment, ils ont quelque mal à mettre en œuvre cette intégration sociale chez eux ! Cette fois, l'impact de l'élargissement est carrément négatif aux yeux d'un trop grand nombre de citoyens des autres pays européens. Et les démagogues d'agiter évidemment le chiffon rouge de l'intégration prochaine de la Serbie, puis, éventuellement, de la Bosnie, du Monténégro, de la Macédoine, et de l'Albanie !

A 28, plus guère de décisions importantes

A 28, les décisions économiques sont évidemment beaucoup plus difficiles à prendre. La divergence des intérêts croît incontestablement avec le nombre. Les autorités européennes qui devraient passer le plus gros de leur temps à négocier avec les autres Etats-continentaux le passent plutôt à tenter d'aplanir les divergences entre membres. Le souci même de donner à chaque pays un poste au sein des instances est un casse-tête au-delà même des dispositions prévues dans le traité de Lisbonne. Le projet Galileo de positionnement par satellite est exemplaire. Son « idée » date de 1996. Ce n'est qu'en 2001 que finalement l'Union lui donne corps, contre Grande-Bretagne et Pays-Bas qui souhaitaient que l'Europe utilise le satellite américain. Les premiers satellites ont été lancés en 2011 ; les lancements continuent mais le système ne sera pas en fonctionnement avant plusieurs années³. Cette très longue période

3/ L'échec, le 22 août 2014, de mise en orbite par une fusée russe Soyouz, dont une enquête approfondie devrait déterminer l'origine réelle, va évidemment retarder plus encore le programme pour le plus grand profit des concurrents, notamment américains.

de préparation, appel d'offres, construction, tests, n'a été qu'une suite de discussions de « marchands de tapis », dont certains mauvais esprits pourraient penser qu'elles étaient provoquées pour retarder la réalisation.

Tout s'est d'ailleurs passé comme si, de plus en plus freinée dans la prise des grandes décisions, l'Union européenne, sollicitée notamment par les élus du Parlement, s'était focalisée sur des normes, des interdits de caractères prudents ou écologiques, qui sont sans doute utiles, mais qui paraissent de second ordre, que les citoyens des divers pays comprennent mal, qui quelquefois les agacent, et que les europhobes utilisent largement dans leur propagande. Comme la longueur de certains légumes, ou les plaques d'immatriculation !

Et que dire alors des nouvelles compétences données à l'Union par les traités successifs et le traité de Lisbonne en matière de défense, de diplomatie, de justice et de sécurité collective. Avec ces domaines, on « entre dans le dur » de la souveraineté, et les grands Etats sont infiniment plus réticents que sur l'économie. A 28, l'Union européenne n'existe pas politiquement dans le monde, malgré la nomination, depuis 2009, d'une Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité encore une fois, dont on remarquera non sans étonnement que la première a été britannique, Catherine Ashton ayant précédé Federica Mogherini, alors que la Grande-Bretagne est la plus hostile à toute diplomatie commune ! Quel succès diplomatique anglais de l'avoir placée à ce poste ! En tout cas, la multiplication et la diversification des réticences aux décisions communes freinent considérablement les progrès dans l'intégration, et rendent l'image de l'Union et son utilité aux yeux des Européens encore plus floue sinon négative. Quoi qu'on en dise, les peuples s'intéressent aux relations internationales, aiment que leurs « nations », et auraient sans doute aimé que l'Europe aussi, y pèsent d'un certain poids.

Mais pourquoi, dans ces conditions, les quinze Etats, qui, avec le « grand marché » et l'euro, venaient juste, en 1992, de décider l'achèvement du projet européen initial, se sont-ils précipités pour élargir à d'autres pays, allant même jusqu'à prévoir des négociations avec la Turquie.

Les avocats de cette ouverture rapide aux PECO excipaient, de bonne foi, d'une sorte de dette morale que nous aurions eue, vis-à-vis de ces pays qui avaient subi quarante-cinq ans de communisme. L'argument n'est pas vraiment convainquant, car attendre trois ou quatre ans de plus n'était pas dirimant pour ces pays. En réalité, les plus favorables à l'élargissement rapide visaient d'autres intérêts.

Pour la Grande-Bretagne : l'élargissement contre l'intégration

Commençons par la Grande Bretagne ! Les Anglais avaient demandé à entrer dans le Marché commun, devenu CEE, à partir de 1961. Par trois fois la France s'était d'abord opposée à cet élargissement. L'opposition de Charles de Gaulle avait un fondement politique, on peut même dire diplomatique-militaire, qui peut être résumé par la célèbre phrase : « L'Angleterre, je la veux toute nue », sous-entendue hors de ses liens étroits avec les Etats-Unis. Le président français craignait que la Grande-Bretagne ne devienne le cheval de Troie des Etats-Unis et ne leur asservisse l'Europe.

Après le départ de Charles de Gaulle, Georges Pompidou, à nouveau sollicité par le Premier ministre d'alors Edward Heath, lui-même pressé par le patronat anglais, renversa la vapeur et accepta que la CEE engage des négociations d'entrée avec la Grande-Bretagne, ce qui aboutit à son adhésion au premier janvier 1973, en même temps que le Danemark, et l'Irlande.

Après une brève période d'observation critique, le gouvernement de Margaret Thatcher engagea une position de recul britannique par rapport à l'Europe, notamment, mais pas seulement, sur la question du financement du budget européen et de la politique agricole commune.

En fait, la Grande-Bretagne, ne faisait qu'opposer une ligne stratégique séculaire à cette entreprise extraordinaire qu'avaient engagée six pays du continent européen.

Cette ligne stratégique était de s'opposer à toute émergence sur le continent d'une puissance dominante qui pourrait le fédérer plus ou moins sous sa coupe, et constituer donc un rival pour la suprématie anglaise.

Le XIX^e siècle avait été en effet complètement anglais. La suprématie anglaise sur la France, qui l'avait politiquement dominée jusqu'au XVIII^e siècle, fut évidente. Dans la « mêlée pour l'Afrique », sur les conquêtes coloniales, c'est la Grande-Bretagne qui s'était taillée la part du lion sur le plan économique, même si en superficie et nombre d'habitants, les terres colonisées étaient équivalentes.

Le règne de Victoria a marqué l'apogée de cette puissance anglaise. Même indépendants depuis 1783, les Etats-Unis restaient diplomatiquement soumis à l'hégémonie anglaise. Ils ne devaient s'affirmer qu'à partir de 1914. Le peuple anglais, dont la majorité avait souffert pour que leur pays acquière cette domination mondiale, l'avait presque enregistré dans

ses gênes. La ligne stratégique évoquée plus haut en était la traduction dans les affaires internationales. Après la tentative de Bonaparte, aucun autre pays ne devait dominer le continent face à elle. Même quand la Russie menace d'étendre un peu son influence vers le sud et la Crimée, elle lui fit la guerre, y entraînant d'ailleurs Napoléon III.

Quand l'Allemagne de Bismark et plus encore celle d'Hitler menacèrent, à leur tour, de dominer le continent, ils entrèrent en guerre à nos côtés contre elle. Heureusement pour nous !

Le début de l'Union européenne devait constituer pour une Grande-Bretagne éprouvée par la guerre un nouveau défi de ce type. Elle tenta bien de l'affronter en créant sa propre « Association européenne de libre-échange »⁴ mais fut finalement contrainte de choisir une autre voie, celle de l'entrée, dans le « Marché commun » avec une seule idée, élargir ainsi sa zone commerciale, mais éviter toute union politique. Toujours trop attachée à la souveraineté absolue de sa « Couronne » ! Profiter de l'opportunité commerciale, oui ! Y abandonner une partie de cette souveraineté, non ! La Grande-Bretagne, encore « victorienne » dans son inconscient collectif, ne pouvait l'envisager.

Elle fut donc, par contre, très « allante » quand, en 1986, Jacques Delors, Helmut Kohl et François Mitterrand ont souhaité achever l'ouverture des frontières à tous les biens et services, aux finances et aux hommes. Mais pas pour les autres parties de ce traité et évidemment pas pour l'euro !

Si elle a été ensuite l'un des pays les plus favorables à l'entrée des PECO, c'est avec ce même objectif purement commercial, mais aussi avec l'idée qu'en multipliant les partenaires, elle rendait très difficiles les progrès dans l'intégration ou l'approfondissement.

Elle reste donc très favorable à l'éventuelle entrée plus paralysante encore des pays balkaniques et même de la Turquie ! D'un point de vue « esthétique », c'est une très brillante réussite diplomatique de sa part !

L'Allemagne pour son hinterland, les Français eux aussi « souverainistes »

De son côté, l'Allemagne a été très favorable à l'entrée de ses trois voisins immédiats : Pologne, Tchécoslovaquie (futurs Tchéquie et Slovaquie) et Hongrie, en sachant très bien que ces trois, puis quatre,

4/ Royaume-Uni, Norvège, Danemark, Suisse, Portugal, Suède, Autriche.

pays géographiquement proches, allaient devenir non seulement des clients importants, mais aussi un « hinterland » industriel où elle allait pouvoir délocaliser une partie de ses chaînes de valeur industrielles, comme on l'a dit plus haut pour l'automobile.

Quant à la France, notamment celle de Jacques Chirac, au fond, elle préférerait encore l'élargissement à une plus grande intégration politique. Sans doute est-ce un peu vrai des élus nationaux de tous les pays, mais les nôtres ont semblé particulièrement réticents à abandonner des prérogatives à un pouvoir européen. Les réticences gaulliennes, comme leur résurgence, sous forme du discours de Cochin de 1976 du même Chirac, ont constamment entretenu, au sein de la droite de gouvernement, avec une forme de contagion à la gauche, ce souci de préserver une indépendance nationale, dont ils ne voyaient pas que, de toutes façons, elle était de plus en plus mise en cause dans une économie mondialisée.

Cette même réticence a d'ailleurs conduit les partis politiques français à envoyer au Parlement européen, comme à la Commission, les perdants des diverses élections, ceux qui subissaient un échec dans leur « carrière » politique dont le cursus honorum réel restait national.

Bref, à 28 aujourd'hui, et peut-être 30 ou 31 demain, l'Union européenne est devenue de plus en plus difficilement gouvernable, donc de moins en moins capable de répondre de manière forte et efficace aux défis mondiaux. De ce fait, elle a perdu et continue de perdre en crédibilité auprès des divers peuples européens. Et c'est ce qu'a traduit le scrutin récent.

L'Allemagne de Merkel est-elle toujours européenne ?

Malheureusement, et c'est cette fois l'Allemagne qui est en cause, l'euro ne trouve lui-même plus grâce aux yeux des citoyens. On en ignore les immenses avantages pour les entreprises, les facilitations très importantes, bien au-delà des frontières elles-mêmes de la zone, pour le tourisme, on ne voit pas, ou, plutôt, on ne croit pas, qu'il constitue aujourd'hui la deuxième monnaie mondiale, même si le dollar est toujours le roi des échanges, et on attribue de manière tout à fait erronée une hausse des prix des biens de consommation – au demeurant modérée – à la monnaie unique.

Car la « zone euro » devait poser un redoutable problème à ses participants, à partir de 2008, qui n'allait guère arranger la popularité de la monnaie unique elle-même parmi nos concitoyens et ceux de

nombreux autres pays. Comme ce sera exposé dans le texte, trop attachés à leurs souverainetés budgétaires respectives, les créateurs de l'euro ont négligé d'au moins prendre le chemin d'une « communauté » budgétaire préparant un budget commun. Ils se sont contentés de normes, tout à fait raisonnables d'ailleurs, dont aucun pays budgétairement indépendant ne peut s'évader : 3 % du PIB pour la totalité des déficits publics et 60 % du PIB pour l'endettement public. Incidemment, les Allemands ont franchi les limites du déficit, sans plus de vergogne que nous à l'époque, en 1995 et 1996, puis après l'aide apportée par la croissance internationale, comme nous d'ailleurs, ils les ont refranchies, plus gravement que la France, de 2002 à 2005, et encore en 2010.

Mais lorsque la spéculation s'est attaquée à certaines dettes, grecque, puis irlandaise, espagnole, portugaise, Angela Merkel, chaque fois réticente à des aides européennes pour ces pays, a imposé, non sans raison d'ailleurs, que tous les Etats de l'euro s'engagent, en contrepartie, à « revenir dans les clous » des déficits publics. Sur ce point, il est vrai, la France, la Grèce, l'Italie, le Portugal, l'Irlande étaient nettement en faute, alors que même en 2009, avec des mesures nécessaires de relance, l'Allemagne était restée à 3 %.

Mais, malgré les mesures prises par le dernier gouvernement Sarkozy, puis par les gouvernements Hollande, le déficit français est encore à 4,4 % en 2014, et sera sans doute à plus de 4 % en 2015. Et il est vrai qu'elle a dû par deux fois déjà venir demander aux Autorités bruxelloises, qui quêtent ensuite au moins un assentiment allemand, l'autorisation de rester hors normes. Malheureusement, la faiblesse de la croissance depuis 2012 – de 0 % à 0,5 % – freinant les rentrées fiscales, interdit quasiment à la France de revenir sous les 3 % avant, au mieux, 2017. Le Président français a donc demandé à l'Allemagne, soit de réaliser elle-même une légère relance de son économie, soit de se montrer favorable à une relance venue de l'Union européenne – qui n'est pas endettée – et a clairement, et régulièrement, « souhaité » que la Banque centrale européenne s'efforce de faire baisser l'euro pour aider nos exportateurs. Sur tous ces points, Angela Merkel a opposé, du moins jusqu'à la date de parution, un « non » catégorique. Ce qui n'a cependant pas empêché Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, de dégainer toutes les armes anti-dépression possibles. Par la voie de sa chancelière, l'intransigeante Allemagne affirme que c'est en regagnant de la compétitivité, comme elle l'a fait entre 2000 et 2005, que la France pourra générer elle-même la croissance qu'elle souhaite.

La chancelière, son ministre des Finances, son président de la Bundesbank savent très bien eux-mêmes que ce processus endogène va prendre quatre à cinq ans avant de produire ses effets. Est-ce alors une question éthique de principe : en allemand le mot *schuld* veut dire dette et faute ? Ou la droite allemande, qui garde la main au gouvernement, est-elle en train de changer de paradigme, et tout en refusant d'ailleurs de s'engager vraiment dans les affaires politiques et militaires internationales, est-elle en train de s'éloigner de l'idéal européen, et, comme la Grande-Bretagne, pour laquelle elle est devenue pleine de sollicitude, commence-t-elle à préférer son « grand large » à elle ?

Continuer l'Europe, mais à combien ?

Devant ces réalités pas très positives pour le splendide projet européen, faut-il alors se résoudre à revenir sur les ambitions premières ? Accepter le projet britannique purement commercial ? Certainement pas ! Toutes les raisons avancées depuis des années en faveur de progrès dans l'intégration européenne restent pertinentes. Elles se résument toutes en une : dans un monde de plus en plus « ouvert », entre des Etats-continentaux de centaines de millions, voire 1,5 milliard d'individus, la France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne... ne sont plus à la taille efficace. Seule peut le devenir une entité politique européenne avec ses 300 ou 400 millions d'habitants selon la dimension qu'on lui donnera.

Sous diverses formes, livres, articles, interviews, nombre d'économistes et politiques ont proposé ces derniers temps de ne pas réduire l'ambition, mais de la réaliser à un moins grand nombre, sous forme d'une sorte de « coopération renforcée » prévue par le traité de Maastricht. On aurait donc deux « Unions ». L'une, la plus large, l'actuelle, peu intégrée, éventuellement encore élargie. L'autre, en intégration croissante mais réduite en taille. Retour à six ? Laurent Wauquiez⁵, qui le préconise, enlève même le Luxembourg, coupable d'être un « coffre-fort » pour y mettre l'Espagne. C'est assez réducteur ! Et pour le Luxembourg, particulièrement malvenu quand le nouveau commissaire, Jean-Claude Juncker est luxembourgeois ! D'autres préconisent de se réorganiser autour de l'actuelle zone euro, ce qui n'empêche pas de nouveaux pays d'adhérer à la monnaie commune sans pour autant entrer dans cette autre « Union » en intégration progressive. C'est le choix de cet essai, mais le débat reste ouvert !

⁵ *Europe : il faut tout changer* – Odile Jacob – 2014.

Il le reste d'autant plus qu'il n'est pas du tout impossible que la Grande-Bretagne quitte l'Union européenne en 2015. C'est en tout cas ce que les sondages laissent entendre. Approfondir l'Europe sans elle est sans doute inévitable. Mais qu'elle quitte l'Union la plus large et peu intégrée pose un vrai problème. Même si les Britanniques ne se ressentent pas – pas encore ? ! – politiquement européens, ils le sont ethniquement, culturellement, et ils constituent quand même une part importante du « peuple » européen. Leur histoire traverse toute l'histoire européenne. De plus, l'Union la plus large a budgétairement besoin de la contribution britannique même si la Grande-Bretagne s'est toujours montrée avare. Surtout si entrent de nouveaux pays aux besoins de développement très grands ! Il ne faut donc pas souhaiter que les Anglais choisissent cette fois vraiment le « grand large » en 2015.

Mais il faut surtout que nos dirigeants n'attendent pas les six mois qui précèdent chaque élection européenne, pour affirmer et réaffirmer, en l'expliquant simplement et clairement, la nécessité historique de construire une Europe de plus en plus intégrée. Ces petits sursauts europhiles de six mois tous les cinq ans ne sont pas à la hauteur de l'enjeu.

Une construction démocratique unique dans l'histoire

Et pour justifier la lenteur à apparaître des résultats, il faut sans cesse rappeler que la construction européenne est la plus formidable et la plus difficile construction d'une nouvelle entité politique de toute l'histoire. Depuis l'aube des temps historiques, disons depuis six mille ans, tous les Etats du monde se sont créés dans la violence, par les guerres et les conquêtes, en soumettant les peuples.

L'Union européenne, elle, s'est construite exclusivement sur la base de votes d'adhésion des élus des populations, ou des populations elles-mêmes, au départ, et pratiquement à chaque étape importante. C'est d'ailleurs ce qui explique la lenteur de cette construction, et surtout celle d'apparition de ses avantages.

Malheureusement, le traité constitutionnel présenté au référendum de 2005, qui devait susciter un bond intégratif décisif a été à la fois très mal présenté – les mesures suscitant le plus de contestations étaient déjà votées et en fonctionnement depuis plusieurs années, et n'auraient jamais dû être incluses dans le texte – et les électeurs ont sanctionné Chirac beaucoup plus que la Constitution elle-même. Nantie de cette « Constitution », l'Europe aurait sans doute mieux pu faire face à la crise

de 2008. Il a fallu que les dirigeants européens lui substituent le traité de Lisbonne, ce qui a ouvert un champ encore plus vaste aux contestataires accusant le pouvoir d'aller contre le refus du peuple.

Le défi des dirigeants actuels de tous les pays est donc là. Avancer dans l'intégration et, pour cela, reprendre le discours de conviction à l'endroit des citoyens. Notamment des jeunes ! C'est pourquoi cet essai reprend cette déjà longue et belle histoire d'une Europe qui doit d'urgence se poursuivre pour apparaître comme utile, puis indispensable, aux 400 millions d'Européens.